

Le grand mensonge de la coopération au développement

Lou Keune et Francine Mestrum¹

Dans tous les pays européens d'ouest, la coopération au développement est très populaire. Les chefs de gouvernements parlent avec fierté des grandes sommes qu'ils mettent à disposition des pays pauvres. Un grand nombre de grandes et de petites organisations, ainsi que des individus, s'engagent dans des activités dans ou pour les pays 'en développement'. Mais cet enthousiasme nous cache que nous, les donateurs, sommes en faites des 'preneurs'. Les Européens vont prendre dans les pays en développement nettement plus qu'ils n'y investissent. Nous pensons qu'il est temps de mettre fin à la charité et de donner la priorité aux causes structurelles de la pauvreté, de l'inégalité et de l'écocide. Nous devons avoir le courage de questionner notre prospérité matérielle. Est-ce grave ? Sommes-nous plus heureux aujourd'hui que nous ne l'étions en 1979 ?

Le succès de la coopération au développement

1 La coopération au développement est très populaire, dans tous les pays européens d'ouest. On le constate quand les chefs de gouvernements nous présentent leurs accords sur le volume des moyens financiers qu'ils y consacrent. On le constate encore mieux à l'aune du grand nombre de petites et de grandes organisations et des individus qui prennent des initiatives pour ou dans les pays pauvres. Il y a de plus en plus d'initiatives locales qui permettent aux gens de se montrer solidaires des pauvres dans le Sud. Des fois, on se croirait dans les années '60 ou '70 ! Les gouvernements de nos pays, ainsi que certaines ONG, n'hésitent pas à répondre aux 'modes' de la coopération. Et les nouvelles tendances se succèdent, avec le micro-crédit comme 'dernier cri'. Tout le monde paraît satisfait. Et suppose que cela soit utile.

Est-ce utile ?

2 Pouvons-nous être satisfaits de la situation ? L'aide aide-t-elle ? Ou est-ce qu'elle empêche le développement ? Nous, les auteurs, qui travaillons depuis longtemps dans des mouvements de solidarité avec les pays pauvres, reconnaissons que toutes ces initiatives et ces activités peuvent donner de l'espoir. Car à chaque fois, il est clair que beaucoup de gens, des jeunes et des moins jeunes, s'engagent et se sentent concernés par ce qui se passe dans le monde. Et bien sûr, il faut le répéter, l'aide peut être utile. Car des écoles sont construites, des enfants sont nourris, des femmes reçoivent un crédit qui leur permet de commencer un petit commerce. Et pourtant, non, nous ne sommes pas satisfaits. Pour plusieurs raisons.

3 Une des raisons est la situation concrète des personnes extrêmement pauvres dans le monde. Il est vrai qu'il y a des évolutions positives, par exemple en matière d'espérance de vie ou d'alphabétisation. Mais il y a des contre-exemples. Des milliards de personnes vivent dans une situation de pauvreté extrême. Les inégalités de revenus ne cessent d'augmenter, ce qui

¹ Lou Keune travaille à l'Université de Tilburg, Pays-Bas. Il est parmi les animateurs de l'initiative 'Pour le changement – Alternatives au néolibéralisme' (www.globalalternatives.nl). Il a publié des ouvrages sur l'économie solidaire, les alternatives au PIB, la coopération au développement, le tourisme, stratégies de survie, etc. A.W.M. Keune@uvt.nl

Francine Mestrum travaille à l'Université Libre de Bruxelles (Belgique). Elle a publié des ouvrages sur la pauvreté, le développement et la mondialisation. Elle milite dans le mouvement alter-mondialiste et participe régulièrement au Forum social mondial. mestrum@skynet.be

explique que les Nations Unies parle d'une '*économie globale du verre de champagne*'. Ces inégalités rampantes sont inquiétantes, même si la Banque Mondiale nous dit que la pauvreté extrême diminue. Elles menacent la stabilité du monde. Beaucoup de gens dans le tiers-monde ne peuvent que mendier et espérer qu'une bribe de l'aide au développement tombe de leur côté. Cette bataille pour les bribes n'est pas toujours des plus positives et renforce une culture de dépendance plutôt que la responsabilité et les initiatives propres.

4 En matière écologique, la situation se dégrade. La biodiversité diminue constamment, l'empreinte écologique est supérieure au niveau de soutenabilité et le changement climatique se manifeste clairement. Les grands nombres de pauvres dans les pays en développement sont directement confrontés à cette détérioration écologique.

5 Il ne s'agit pas seulement de la pauvreté et de l'écocide. Il s'agit aussi de l'exclusion permanente. La plupart des pauvres sont marginalisés. Au niveau mondial, le chômage est beaucoup trop important. La concentration du pouvoir économique entre les mains d'un petit groupe de sociétés transnationales se renforce. Cette marginalisation ne frappe pas seulement les individus pauvres, mais également leurs gouvernements. Que peut faire le gouvernement d'un pays comme le Mali contre le pouvoir réel d'une seule compagnie transnationale, surtout quand on sait que ces compagnies ont des liens directs avec les gouvernements des pays riches et avec les organisations internationales. Seuls les gouvernements des pays relativement plus forts peuvent résister à ce pouvoir. Mais dans ce cas, le prix à payer peut être élevé, notamment en termes de surexploitation des hommes et de la nature, en Inde, en Chine, au Brésil ...

6 Cette marginalisation croissante, cette dépendance et le déficit démocratique qui en résulte, font que les appels du Nord à une responsabilisation et à des initiatives propres sont en fait déplacés. Ceux qui les lancent sont souvent coresponsables de l'idéologie des puissants de ce monde. Ils condamnent tout ce qui n'est pas dans leur propre intérêt, comme la migration, l'illégalité, le radicalisme de gauche et le fondamentalisme religieux.

7 Cette idéologie est le néolibéralisme. La domination de cette pensée unique semble être en recul en ce moment, parce qu'une résistance s'est fait jour dans nos pays européens, contre le fondamentalisme du marché, la privatisation et la dérégulation. Mais en fait, rien d'essentiel n'a changé dans le modèle néolibéral. Dans les pays en développement, cette idéologie est toujours d'application. Il suffit de regarder les politiques imposées par l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Union européenne : libéralisez, libéralisez, libéralisez !

8 Ces appels font semblant d'ignorer les conséquences désastreuses de ces libéralisations. Celles-ci se manifestent dans la croissance économique défailante, avec l'exception des pays qui ne suivent pas les recettes néolibérales. Elles se manifestent aussi dans les catastrophes écologiques de plus en plus fréquentes. Et elles se manifestent dans la vie quotidienne des individus. Pensez par exemple à la vendeuse qui perd sa part de marché par la concurrence des supermarchés internationaux. Ou pensez aux paysans et paysannes, aux artisans et petits marchands qui perdent leur moyens de subsistance par la concurrence internationale.

9 Les conséquences du néolibéralisme se manifestent aussi dans les formes nouvelles et anciennes des transferts néocoloniaux du Sud vers le Nord : la fuite des cerveaux, le rapatriement des bénéficiaires privés, supérieurs aux investissements, l'évasion fiscale moyennant les paradis fiscaux légaux, le paiement d'intérêts et le service de la dette qui sont

supérieurs aux prêts publics et privés octroyés à ces pays. Et, *last but not least*, la perte en termes de valeurs humaines et naturelles par les flux commerciaux du Sud vers le Nord.

Notre civilisation

10 La pauvreté et l'inégalité, l'écocide et la marginalisation sont directement à mettre en rapport avec les économies des pays riches, avec nos niveaux de vie. L'empreinte écologique de l'habitant moyen des pays en développement est toujours inférieure au niveau de soutenabilité. La surcharge s'explique entièrement par notre surconsommation. Il en va de même pour les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre. Dans les prix du textile et des aliments pour bétail que nous achetons, les coûts sociaux et environnementaux réels ne sont pas calculés. Si les ouvrières ne gagnent que quelques centimes pour fabriquer nos jeans, est-il acceptable d'acheter le '*made in China*' ? Pouvons-nous continuer notre consommation de viande quand on sait les dégâts sociaux et écologiques que sa production provoque dans des pays tels la Thaïlande ou l'Argentine ? Comment justifier que nous achetions et que nous utilisions des voitures sans prendre en compte sérieusement les émissions de CO₂ ? Et si nous nous rendons compte de quelques problèmes, nous inventons des solutions 'soutenables' sous forme de biomasse comme source énergétique, sans nous demander si cela ne risque pas de mettre en danger la production vivrière dans les pays pauvres... sans nous demander si la production d'éthanol n'est pas aussi polluante ... Notre civilisation est-elle civilisée ?

Un développement non soutenable

11 Le développement actuel de l'économie mondiale n'est pas soutenable en termes écologiques et sociaux. C'est dans ce contexte qu'il faut constater que la coopération au développement, même si elle est l'expression de sentiments sincères, n'est en fait qu'une effronterie. C'est, une fois de plus, l'histoire de la main qui donne ce que l'autre main reprend. Et ce que nous donnons est bien moins de ce que nous prenons. Toutes ces histoires et ces évaluations positives des instances gouvernementales et non gouvernementales nous empêchent de voir ce qui est en train de se passer structurellement. La coopération au développement n'est qu'une illusion. Mais c'est une illusion qui fonctionne, qui enthousiasme, et qui légitime qu'en fait il s'agit d'un business florissant. C'est aussi devenu le discours, ou la conviction, qu'il est tout à fait permis d'être très riche à condition de donner quelques bribes aux plus pauvres et à l'environnement. De la charité à l'état pur.

12 C'est ainsi que la coopération au développement est en fait, en termes structurels, un mensonge. A force de se répéter, elle empêche que l'on voie ce qui se passe réellement. Il est à prévoir que dans quelques décennies commence dans nos pays un *Historikerstreit*, comparable à ce qui s'est passé en Allemagne autour du mantra '*Nous ne le savions pas*'.

Et maintenant ?

13 Le savoir nous oblige. De toutes façons, nous serons contraints de regarder la réalité en face, dans toute sa cruelle complexité. Voici le premier pas à faire : reconnaître que nous sommes des preneurs et non pas des donateurs. C'est ce qui peut nous permettre de prendre notre responsabilité.

14 Des pas supplémentaires seront nécessaires. D'abord en référence aux problèmes structurels. Il faudra mettre fin à la libéralisation du commerce international, à la domination des compagnies transnationales et des organisations internationales telles l'OMC, la Banque

mondiale, le FMI et l'Union européenne. Il s'agira d'une autre forme de 'libéralisation', pour tous les pays, y compris les européens. Les pays et les régions doivent avoir une possibilité de décider eux-mêmes du développement qu'ils souhaitent, en respectant les responsabilités globales et les limites inhérentes aux marges politiques.

15 En ce qui concerne le commerce mondial, il faudra mettre fin au modèle de croissance par les exportations. Des initiatives seront nécessaires pour arriver à internaliser les coûts sociaux et écologiques dans les prix. Les pays et les régions doivent pouvoir protéger leur économie contre la concurrence internationale et d'autres interventions. Ils doivent avoir des chances réelles de poursuivre leur propre développement. Cela comprend la possibilité de subvenir à leurs propres besoins alimentaires et énergétiques.

16 Il ne s'agit pas seulement de questionner la croissance guidée par les exportations, mais également la croissance elle-même chez nous. Nous entendons par là la croissance telle qu'elle nous est présentée d'habitude, à savoir le produit intérieur brut. Nous ne sommes pas contre la croissance, mais contre cette croissance-là, car le monde a déjà violé les limites de la croissance matérielle possible. Du point de vue de la lutte contre la pauvreté, les investissements nécessaires pour réaliser une croissance traditionnelle sont trop importants. Nous favorisons une politique sélective de croissance et de rétrécissement. A court terme, une telle politique doit mener à réduire la consommation matérielle des Européens et ainsi à réduire l'empreinte écologique et l'émission de gaz à effet de serre, ainsi que la restauration de la biodiversité.

17 Pour lutter contre la pauvreté, la redistribution n'est pas seulement plus soutenable mais aussi plus effective. Des mesures seront nécessaires pour taxer différemment les revenus et la consommation (matérielle) dans nos pays. La circulation de capitaux devra également être taxée. Ces mesures doivent permettre d'organiser une redistribution mondiale de moyens financiers.

18 Différentes réformes devront être mises en place. Les pays européens devront mettre fin aux statuts fiscaux privilégiés pour les entreprises internationales. Il faudra les encourager pour qu'elles réinvestissent une partie de leurs bénéfices dans les pays en développement, en tout premier lieu dans des activités en faveur du développement humain et naturel. En ce qui concerne la dette extérieure des pays pauvres, il est urgent de l'annuler.

19 Ces quelques mesures, parmi beaucoup d'autres, doivent contribuer à résoudre les problèmes structurels des pays en développement. Mais elles n'auront d'effet qu'à long terme. C'est pourquoi il faut commencer dès maintenant à garantir la survie des pauvres. D'une part, il s'agit d'une aide humanitaire afin de pallier aux besoins les plus immédiats. D'autre part, il s'agit de garantir de façon permanente les moyens de subsistance des populations. Ici, nous pensons aux services sociaux de base tels que les soins de santé, l'alimentation, l'éducation, le vêtement, le logement, le revenu, etc. L'aide humanitaire et la satisfaction des besoins essentiels sont des droits humains, ce ne sont pas des faveurs. Aussi longtemps que les sociétés et les gouvernements des pays pauvres n'ont pas les moyens nécessaires de les garantir, une aide mondiale sera nécessaire. La solidarité est et reste importante.

20 Des décisions sur l'avenir du monde sont toujours prises dans des enceintes non démocratiques. Il suffit de penser au G8, à la Banque mondiale et au FMI. Au sein de l'OMC, ce sont les grands pays qui détiennent le pouvoir réel. En fait, une certaine dé-démocratisation s'est mise en place, par exemple avec la marginalisation de la CNUCED. Bien entendu, la

façon dont fonctionnent les Nations Unies peut être critiquée, et il faut se réjouir des efforts qui sont faits pour les améliorer. Mais, les autres organisations font-elles mieux ? La Banque mondiale fait preuve d'une désorganisation certaine. Le G8 est impuissant pour réaliser les promesses faites d'une année à l'autre. Le FMI a perdu sa légitimité et sa crédibilité. Il est urgent de reconfirmer la primauté des Nations Unies et de ses organes et de les faire fonctionner concrètement.

21 Certains diront que ces propositions sont trop difficiles à réaliser. Ils se trompent. Des individus, des groupes et des organisations sont en train de développer des alternatives et des solutions, issues de la base et fondées sur l'autonomie. Cela peut vouloir dire que l'on change sa façon de vivre et/ou que l'on commence à participer à des programmes orientés vers un changement structurel. Ce pouvoir émergent est bien visible, par exemple à l'occasion du sommet alternatif au G8 en Allemagne. Des campagnes pour recueillir des fonds peuvent, en théorie, être un excellent début mais, dans la pratique, elles ne sont que trop souvent une entrave à l'action efficace.

Retour vers 1979 ?

22 Ce raisonnement ne peut mener qu'à mettre fin à la coopération au développement telle qu'elle existe aujourd'hui. Les mesures que nous proposons impliquent un retournement de nos discours et de nos actions. Les projets et les programmes de 'développement' perdent leur pertinence. Il s'agira tout d'abord de s'attaquer aux causes structurelles du développement inégal et de garantir les droits humains. Cela sera très rentable mais nous coûtera beaucoup d'argent. Est-ce grave ? Malgré notre enrichissement matériel depuis, disons 1979, nous ne sommes pas devenus plus heureux. Etions-nous malheureux en 1979 ?

Tilburg/Bruxelles, août 2007.